

DROIT À L'ÉDUCATION

LES INTERVENTIONS DE COOPÉRATION TERRITORIALE POUR LA POPULATION SAHARAOUIE

Les actions entreprises visent à contribuer à l'Objectif 4 de l'**Agenda 2030** pour le Développement Durable des Nations Unies signé par l'Italie en 2015.



L'accès à l'école primaire est une opportunité qui offre aux garçons et aux filles des compétences importantes pour affronter leur vie, renforcer la cohésion communautaire, se reconnaître dans des valeurs de respect, d'égalité et de démocratie.

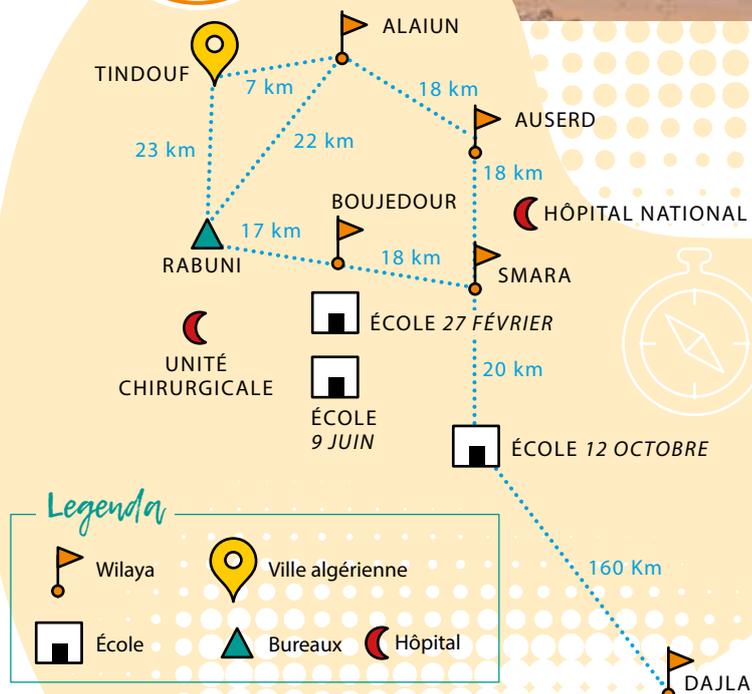


LA VIE DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS SAHARAOUIS ENTRE LA SURVIE ET LE DÉVELOPPEMENT D'UNE COMMUNAUTÉ

En Algérie, **173 000 réfugiés** (source ONU 2018) vivent actuellement sous la protection du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) qui répond aux besoins essentiels par le biais de ses propres agences (PAM, UNICEF) et des contributions d'autres donateurs y compris l'Italie. La population a un **double statut**: celui de **réfugiés, reconnu** par l'ONU qui gère leur subsistance dans les camps, et celui de citoyens d'un État en exil, le RASD, reconnu par de nombreux Pays mais pas par l'ONU. La **coopération territoriale** en Émilie-Romagne agit en considérant les deux statuts avec l'aide humanitaire et d'urgence ainsi que le soutien au développement de la population en renforçant les capacités institutionnelles.

Les camps de réfugiés sahraouis près de Tindouf (ville algérienne à 30 km) sont organisés en 5 régions (Wilaya) d'environ 35.000 personnes, chacune portant le nom des principales villes du Territoire d'origine. L'**aide humanitaire** est gérée par le **Croissant-Rouge Sahraoui** et chaque aspect de la vie dans les camps est administré par les institutions gouvernementales, donc par les ministères par compétence.

SCHEMA DES CAMPS SAHARAOUIS





Le secteur de l'éducation, bien que reconnu comme prioritaire, dispose de ressources limitées destinées principalement aux travaux structurels ou d'urgence. La coopération territoriale, la solidarité des associations et des ONG notamment italiennes et espagnoles, ont également accordé une priorité particulière à la qualité du service éducatif, nœud essentiel pour le développement et la stabilité sociale de la population, en particulier des jeunes. La double situation de précarité (une condition précaire en tant que réfugié et celle d'un peuple structuré en évolution), nécessite des interventions incisives et d'autres à moyen terme.

Voici les domaines d'intervention couverts par le réseau du projet depuis 2007.

Renforcement des outils programmatiques et didactiques

La consolidation de nombreuses années d'expérience a permis au CISP en collaboration avec des experts de l'Université de Bologne, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, de développer une stratégie d'intervention depuis 2016 qui permettrait à cette institution gouvernementale de faire un saut qualitatif vers l'alignement de ses instruments à la norme internationale:

- Rédaction d'un **Document Cadre** sur les objectifs, la planification et la méthodologie pour les écoles de tous niveaux
- Définition participative par les enseignants des **Unités**

Didactiques des écoles primaires sur les matières **inhérentes à leur propre identité**: Histoire, Géographie et Éducation Civique.

- **Formation sur la méthodologie** didactico-pédagogique au Centre de Formation Pédagogique par des professeurs de Sciences de l'Éducation de l'Université de Bologne

Bénéficiaires: 30.000 entre: le personnel du Ministère de l'Éducation, 50 enseignants en formation du Centre Pédagogique, les élèves avec leurs professeurs, les écoles de deux wilayas où se déroule l'expérimentation



Promotion de l'éducation comme une clé du développement et de la croissance

en collaboration avec l'UNICEF

Pour compléter et intégrer la formation scolaire sahraouie, des manifestations publiques ont été organisées en collaboration avec des organisations locales, telles que les associations de jeunes et les associations de parents d'élèves présents dans la Wilaya. Entre 2019 et 2020, 8 campagnes de sensibilisation ont été menées sur l'importance de l'éducation multidisciplinaire:

- des notions de base au développement de compétences individuelles et transversales.
- Diversification des lieux et des expériences d'apprentissage dans les écoles, les familles et la vie sociale.
- vision de l'éducation comme croissance individuelle de manière complète et complémentaire: soins personnels et hygiène, respect et développement de l'environnement, dialogue et comparaison avec le respect de l'autre.

Bénéficiaires: 10.000 jeunes des 5 wilayas



Formation et information sur l'utilisation consciente d'Internet et des réseaux sociaux

À l'instar d'autres situations, la connexion assidue sur les **réseaux sociaux** est répandue dans les camps et présente, notamment dans un environnement isolé et éloigné, une **ressource importante**, aux valeurs différentes et opposées, notamment chez les jeunes en dehors du circuit scolaire. En accord avec les institutions de référence et avec certaines associations de jeunesse, des actions d'information et de formation ont été conçues sur **l'utilisation d'Internet entre opportunités et risques**. Un programme de deux ans a été proposé aux élèves de dernière année du primaire, aux jeunes

de 15 à 18 ans et aux enseignants et a abordé: les réseaux sociaux, les **moteurs de recherche**, la question des **sources d'information fiables**.

Les groupes d'enseignants et de jeunes ont à leur tour diffusé le contenu des sessions, soutenu par des vidéos et un guide créé avec leur participation.

Bénéficiaires: Les séances d'information, de formation et de discussion ont impliqué un total d'environ 200 personnes.



Site Web de documentation sur le Sahara occidental et les droits Humains

À titre d'exemple **d'utilisation constructive** d'Internet et d'opportunités d'interaction avec le monde tout en vivant dans des zones reculées, le site www.HR-saharawi.com a été créé en 2015, géré par l'Université de Bologne-Campus Forlì.



Le site recueille, analyse et rend compte de tous les **instruments internationaux** qui peuvent s'appliquer au Sahara Occidental ou qui peuvent affecter la population sahraouie vivant en dehors de ses terres. Un tel outil fournit des informations sur les **mécanismes internationaux des droits humains** et comment ceux-ci peuvent être activés pour **respecter ou vérifier toute violation**. Le site considère les systèmes internationaux qui, directement ou indirectement, entrent en jeu en ce qui concerne le Sahara Occidental:

- au sein de l'ONU, du **Conseil et des Comités des Droits de l'Homme**
- la **Cour des Droits de l'Homme de l'Union Africaine**
- la **Cour Européenne des Droits de l'Homme et la Cour de justice de l'Union Européenne**
- la **Cour Pénale Internationale**

Pour ces raisons, www.HRSaharawi.com n'utilise que des **sources officielles**, garantissant ainsi le plus haut niveau d'objectivité.



LE SAHARA OCCIDENTAL ET LA DIASPORA DE LA POPULATION SAHARAQUIE

En **1884**, le Sahara Occidental était sous le protectorat de l'Espagne et en **1963**, il fut inscrit sur la **Liste ONU des Territoires Non Autonomes** auxquels l'Assemblée Générale ONU applique la «*Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux*» de 1960.

En **1966**, l'ONU a demandé à l'Espagne, en tant que puissance administrante, d'organiser un **référéndum d'autodétermination**. La non-célébration du référendum par l'Espagne et l'abandon ultérieur des territoires, ont ouvert une phase de conflit.

1973 Naissance du **Front de Libération (POLISARIO)** reconnu par l'ONU depuis 1979 comme interlocuteur du peuple sahraoui.

1975 Invasion du Maroc, bien que **déplorée par le Conseil de Sécurité** de l'ONU qui a été suivie par l'**exode** d'une partie de la population sahraouie vers l'Algérie, et la construction d'un **mur** par le Maroc qui a divisé le Sahara Occidental dans la **zone occupée** par le Maroc et **zone libérée** sous le control du Front Polisario.

1976 la proclamation de la **(RASD) République Arabe Sahraouie Démocratique**.

En **1991**, l'**Accord de Paix ONU** signé par le Maroc et le Front Polisario conduisant au cessez-le-feu et à la mise en place de la Mission des Nations Unies pour le **Référendum** au Sahara Occidental (**MINURSO**), renouvelé chaque année, la seule mission des Nations Unies dans le monde qui **n'a pas le mandat** de surveiller le **respect des droits humains**. À **ce jour**, le référendum n'a pas eu lieu.

En **2020** rupture par le Maroc du cessez-le-feu e reprise des hostilités



Avec une superficie de **266.000 km²** et une population estimée à **300.000 habitants**, le Sahara Occidental est le plus grand et le plus peuplé des **17 Territoires Non Autonomes** sous l'égide de l'ONU, ainsi que le plus riche, en ressources naturelles terrestres (phosphates, gaz) et maritimes (pêche).



Fiche d'information créée dans le cadre du projet de coopération territoriale CUP n. E17B18000180009 "DROIT À L'ÉDUCATION, DROIT À L'AVENIR POUR LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS SAHARAQUIES", avec la contribution:



RASD - MINISTERIO DE COOPERACIÓN



RASD - MINISTERIO DE ENSEÑANZA Y EDUCACIÓN



RASD - FRONTE POLISARIO RAPPRESENTANZA PER L'ITALIA



Le projet a été réalisé par le CISP qui dispose d'un bureau local depuis 1994 dans les Camps de Réfugiés Sahraouis et d'un personnel composé d'environ d'environ 30 personnes, dont 20 femmes sahraouies